

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 juin 2023

**AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS PAR L'ENGAGEMENT TERRITORIAL DES
PROFESSIONNELS - (N° 1336)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 340

présenté par
M. Bazin et M. Neuder

ARTICLE 3

À la fin de l'alinéa 2, substituer aux mots :

« en deviennent membres, sauf opposition de leur part effectuée dans des conditions définies par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale »

les mots :

« sont invités à en devenir membres ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

D'après le Ministère de la Santé et de la Prévention, « les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) regroupent les professionnels d'un même territoire qui souhaitent s'organiser – à leur initiative – autour d'un projet de santé pour répondre à des problématiques communes ».

La notion de volontariat est donc centrale dans la Constitution de ces communautés, dont l'efficacité et la pertinence varient grandement en fonction des territoires considérés.

Dès lors, contraindre les professionnels de santé à adhérer aux CPTS, comme le propose cet article 3, constituerait un dévoiement profond de leur philosophie.

De plus, alors que les patients et les professionnels santé demandent une augmentation du temps médical disponible, l'inscription dans la loi de cette obligation enverrait le signal négatif d'une nouvelle contrainte administrative supplémentaire.

En conséquence, cet amendement propose de remplacer l'obligation d'adhérer à une CPTS, par une invitation à en devenir membre.